



EDITO
Les élections européennes vont se dérouler dans une indifférence particulière, avec en toile de fond une montée vertigineuse des listes d'extrêmes droites. Toutes les enquêtes d'opinion confirment cette tendance au vote nauséabond plaçant ces listes au coude à coude avec celles de la droite traditionnelle. Mais il n'y a rien d'étonnant à cela. Du matin jusqu'au soir, le front national campe dans les

locaux des radios et des télévisions, où lui sont tendus très complaisamment les micros dans lesquels se déversent des torrents de haine. Ces pratiques sont pourtant connues et de bons exemples nous sont donnés dans les mairies où le FN s'est installé. Les émules de LE PEN multiplient les provocations. Là, une soirée cochonnaille réservée « au vrai français ». Plus loin, le refus d'organiser une journée de commémoration sur l'abolition de l'esclavage.

A Fréjus, le nouveau maire frontiste s'était engagé à ne pas toucher les subventions des associations. Cet individu à tout bonnement renié ses engagements de campagne lors du vote du premier budget de la commune en les diminuant de près de 50% au péril de l'emploi ! Et le pompon revient au maire du Pontet qui a fait voter en conseil municipal une augmentation de 44% de son salaire

La gauche, elle, est mal en point. Celle qui gouverne paiera certainement très cher le fait d'avoir tourné le dos aux aspirations populaires, d'avoir perdu l'envie de faire rêver à un monde meilleur, de tout abandonner au marché et au capital. Celle qui ne gouverne pas a du mal à surmonter ses divisions, même si pour l'occasion elle semble réunie...

L'abstention va naturellement et mécaniquement favoriser la poussée bleu marine. Chaque travailleur qui ne va pas voter doit prendre conscience qu'il sert le score du front national !

Et la France n'est pas la seule dans ce cas et de nombreux pays européens tels que la Hongrie, les Pays-Bas, la Belgique, ou encore la Finlande connaissent la même situation. Le chômage, les bas salaires, la crise du logement ... facilitent la germination des idées toutes faites ou « l'autre » est responsable de tout. Mais également, le rôle de l'Europe qui a mis financièrement les pays qui la compose sous tutelle financière. Chaque état membre est sous la subordination de la commission européenne qui décide dans la plupart des domaines à la place des peuples. La défiance n'a jamais été aussi forte dans l'opinion concernant tout ce qui touche de près ou de loin aux institutions de Bruxelles.

Dans ce contexte, le désespoir et la désespérance gagnent du terrain. De nombreux citoyens trouvent refuge dans le repli sur soi et abandonnent toute idée de lutte. A nous de redonner espoir et de tracer des perspectives qui redonneront confiance à la classe ouvrière dans sa propre force à transformer la société. A nous également d'occuper le terrain idéologique car dans ce débat, la CGT n'est pas neutre. Elle a engagé depuis plusieurs années une vaste campagne d'information sur les idées véhiculées par le front national et leurs conséquences sur la vie quotidienne de chacun de nous. Les exemples cités plus haut en témoignent.

Soyons convaincu que chaque voix donnée à ce parti nous éloigne de la liberté.

Dominique HOLLE

Sommaire :

- P1 : Edito/Agenda
- P2 : Nouveau ! Il est où le « beau travail » ?
- P3 : Chronique DLAJ / Ne laissons pas expulser nos élèves et leur famille !!!
- P4 : TAFTA « zone de libre-échange transatlantique »
- P5 : Communiqué de presse des cheminots / La NVO est en consultation libre jusqu'au 15 juin
- P6 : Formation syndicale / Ensemble pour une CGT plus visible



N° 1503 DU VENDREDI 23 MAI 2014

DEPOSE LE 23 MAI 2014

Circulaire d'informations hebdomadaires du Bureau et du Secrétariat de l'Union Départementale CGT - Directeur de publication : Julien PAULIAC - Imprimé par nos soins Maison du Peuple - 63000 Clermont-Ferrand - CPPAP 0506 S 06884 D 73 du 13 mai 2004 - ISSN n° 09920625

AGENDA :

➤➤ **3 juin** : manifestation des retraités à Paris.

➤➤ **6 juin** : une initiative à St Eloy / Robert NIGON

“ NOUVEAU ! Il est où le "beau travail" ? ”

Quelle malchance ! Au moment même où, unis comme toujours, le gouvernement et le MEDEF se lancent dans une campagne télévisée de promotion du « beau travail », deux études publiées, ce jeudi 22 mai, par la CGT des Ingénieurs Cadres et Technicien-ne-s (CGT-UGICT) viennent déconstruire le message enchanteur déjà mis à mal par le 9e Baromètre Edenred-Ipsos sur le bien-être et la motivation des salariés européens, rendu public en début de semaine.

« **Les travailleurs de France sont plus mécontents au travail que leurs homologues européens** », révélait, mardi 20 mai, cette étude, soulignant que « non seulement ils sont plus nombreux à se déclarer démotivés, mais ils se disent aussi plus souvent insatisfaits de la reconnaissance de leur travail, de la considération qu'on leur montre, ou encore de la rémunération fixe qu'ils perçoivent. ».

Les deux nouveaux sondages rendus publics, ce 22 mai, par la CGT-UGICT, lors d'une conférence de presse à laquelle participait le Secrétaire général de la CGT, Thierry Lepaon, confirment s'il en était encore besoin que ce mécontentement est particulièrement ressenti chez les cadres et professions techniques et intermédiaires.

A travers ces études, conduites par Viavoice auprès de plus de 2 000 personnes en avril 2014, l'ensemble des sondé-e-s expriment une insatisfaction très forte sur plusieurs déterminants de leur vie au travail qui quantifient la reconnaissance professionnelle.

D'une manière générale, le sentiment d'être reconnu-e dans son travail s'est dégradé de 10 points depuis mars 2009 (33 % contre 43 %), chez les professions techniques et intermédiaires : « Aujourd'hui, 56 % des sondé-e-s ne s'estiment pas reconnu-e-s dans leur travail. Dans ce contexte de travail tendu, 42 % des sondé-e-s estiment ne pas pouvoir faire un travail de qualité... Ce résultat témoigne de l'attachement des professions techniques et intermédiaires à vouloir travailler en respectant les règles et l'éthique professionnelle, même dans un contexte défavorable ».

Même insatisfaction chez les cadres qui considèrent que leur carrière stagne (49 %), déplorent une charge de travail qui explose, un

temps de travail de plus en plus difficile à maîtriser, et une sphère privée absorbée par la vie professionnelle, et estiment, au total, que « tous les indicateurs sont au rouge en matière de reconnaissance salariale ». Les mêmes se disent lucides sur l'origine de la crise et sur les moyens pour en sortir : l'enquête révèle ainsi que pour les cadres français « ce n'est pas en alimentant la financiarisation de l'économie que l'on sortira de la crise ».

Et voilà ruinée la belle campagne de communication du gouvernement et du MEDEF !

Le principe de réalité est là : **il y a bien une crise du travail**, une fracture ouverte, entre les aspirations à bien faire son travail, à œuvrer pour l'intérêt général et des modes d'organisation, des méthodes de directions qui sacralisent le « ni fait, ni à faire », la rentabilité financière, le « courttermisme ». Si l'on ajoute la déclinaison, sur tous les tons, du credo libéral sur le « coût du travail » qu'il faut réduire, on obtient désengagement et désenchantement.

Le monde du travail, le pays tout entier, attend bien autre chose que des clips vidéo sur le « beau travail ». Le monde du travail aspire à bien travailler, et que les moyens lui soient donnés de bien le faire.

Pour la CGT, un gouvernement et un patronat, qui dévalorisent le travail en le présentant comme un coût et non pas une richesse, ne permettent pas de construire l'avenir. Les salariés veulent travailler, créer, être reconnus. Leur qualification et leur engagement sont un levier indispensable à la compétitivité des entreprises car porteurs de qualité et d'efficacité.

Nous avons besoin de transformer le travail pour sortir de la crise et penser le progrès social. **La CGT est engagée dans ce combat de la reconnaissance des situations de travail et de leurs transformations, car la sortie de crise ne se fera pas en sacrifiant le travail et les travailleurs.**

C'est cette dynamique qui devra être au centre de la future Conférence sociale et non l'application d'un « Pacte de responsabilité » qui ne va qu'accroître le « mal travail ».

Montreuil, le 22 mai 2014

Chronique DLAJ

Fabrice a définitivement gagné son procès en discrimination. Le pourvoi en cassation a fait l'objet d'un désistement de la part de VALEO et l'affaire est donc close.

La mobilisation des militants CGT combinée l'action juridique du secteur DLAJ a grandement contribué à faire grandir le droit d'expression dans cette entreprise.

Notre Camarade tient à remercier l'ensemble des militants qui ont contribué à cette victoire, le courrier des syndicats se fait donc l'écho de ces remerciements et rappelle par la même occasion que nous continuerons notre combat pour le respect des libertés syndicales.

Ne laissons pas expulser nos élèves et leur famille !!! Et pas non plus leur professeur...

Monsieur Knajyan qui a fui l'Arménie avec sa famille est en Centre de Rétention Administrative à Lyon depuis le 16 avril. Son épouse se retrouve seule à Clermont-Ferrand avec une grand mère et trois enfants dont un bébé.

Les enfants sont scolarisés à l'Ecole Paul Bert où toute la communauté éducative est mobilisée pour la régularisation de la famille Knajyan.

Au même moment Khatchatua Avetisyan est scolarisé en maternelle à l'Ecole Nestor Perret. Ses parents ont dû fuir l'Arménie pour tenter d'être en sécurité en France, mais le père a été arrêté et placé lui aussi en Centre de Rétention Administrative à Lyon.

Luz Torres est Colombienne, enseignante d'espagnol au collège Saint Louis à Aigueperse. Elle travaille dans l'éducation nationale depuis 2009 (à Blaise Pascal, au collège Gérard Philipe, à l'école Ferdinand Buisson). La Préfecture lui délivre le 21 mars une Obligation à Quitter le Territoire Français alors que son contrat de travail court jusqu'en août 2014. Son fils vit avec elle, il est scolarisé au collège Albert Camus.

Avec les centaines de personnes qui ont déjà signé les pétitions, nous exigeons la régularisation des familles Knajyan et Avetisyan et de Luz Torres.

Un rassemblement a lieu à 18 h vendredi 23 mai sur les marches de la préfectures, où plusieurs associations, organisations et la CGT seront présentes pour dénoncer ces faits inhumains et porter au représentant de l'État la demande de régularisation immédiate de ces familles.

TAFTA

Transatlantic Free Trade Area

zone de libre-échange transatlantique



Nous parlons ici d'un traité en cours de négociation, établissant les relations commerciales entre l'Union Européenne et les États-Unis. Si ces accords aboutissaient, ils donneraient jour à la plus grande zone mondiale de libre échange commercial, qui représenterait près de 50 % du PIB mondial.

Les droits de douanes sont faibles entre nos deux continents, donc les changements issus de

ces négociations seront normatifs, ils entraîneront l'harmonisation des lois entre les deux continents, pour favoriser les échanges commerciaux à tout prix.

La convergence réglementaire dans des secteurs marchands ou non marchands sera de mise, et les reculs sociaux, sociétaux et sanitaires seront nombreux :

La sécurité alimentaire : faisant fi du principe de précaution, on trouvera demain dans nos assiettes les produits consommés aux États-Unis : poulet chloré, bœuf aux hormones, OGM... On ne peut pas dire que les effets de l'alimentation sur la santé publique américaine soit très bénéfiques. De plus, les agriculteurs français aussi seront soumis à des bouleversements dans leur travail, pour pouvoir être «compétitifs».

La sécurité des travailleurs :

- La déstructuration du code du travail et d'autant plus le code du travail français (salaire minimum, contrats de travail, cotisations sociales, activité syndicale etc.), tous ces acquis représentent des entraves au bon fonctionnement capitaliste des modèles économiques américains. Par exemple, le même accord signé entre le Mexique, le Canada et les USA (ALENA) a déjà coûté près d'un million d'emplois.
- Les fusions / acquisitions d'entreprises seront facilitées. On imagine aisément que les grandes gagnantes seront les multinationales.

La marchandisation à tout va : visant la destruction totale des services publics, le domaine du libre échange touchera tous les secteurs des services (éducation, santé, recherche etc.), la financiarisation de tous les services publics et donc leur disparition est à craindre. La politique gouvernementale menée actuellement va dans ce sens (protection sociale, transport, maillage territorial etc.).

Pour la mise en application de ce traité il est prévu tout un arsenal juridique, dans lequel les multinationales seront en mesure de porter plainte contre les États en cas « d'entrave » au commerce et à l'investissement ; l'extraction du gaz de schiste est devenue réalité au Canada grâce à des accords similaires. Ces actions juridiques seront menées par des tribunaux d'arbitrage privés, dont la probité ne sera vraiment pas garantie.

Le TAFTA est donc un traité ultralibéral avec une dimension géopolitique mondiale, dont les grandes gagnantes seront uniquement les firmes multinationales. L'opacité dans laquelle avancent

les travaux ne présage rien de bon, les lobbys travaillant activement à leur aboutissement.

La CGT, par l'intermédiaire de son Secrétaire Général Thierry LEPAON, dénonce activement ce projet et son processus de ratification, notamment lors de ses rencontres avec le DGB principal syndicat allemand, Le TUC en Angleterre et cette semaine pendant le Congrès de la Confédération Syndicale Internationale.

De nombreuses sources d'informations sont disponibles sur internet et dans la presse pour comprendre ce traité, synonyme de reculs sociaux et sociétaux sans précédents s'il voyait le jour.

[Le courrier des syndicats du 18 avril 2014](#)
[France Inter et l'émission Services Publics](#)

[La quadrature du net offre une chronologie et de nombreux liens d'explication](#)
[ATTAC propose également une brochure simple et détaillée](#)

[Article du Monde Diplomatique](#)
[Front commun anti-TAFTA](#)

Communiqué de presse des cheminots

L'affaire des nouveaux TER qui ne peuvent desservir certaines gares pour cause de quais inadaptés et qui fait la Une des médias depuis quelques heures, **légitime l'exigence d'un service public SNCF efficace.**

Cette histoire pourrait relever du vaudeville **si elle n'était la conséquence de la séparation entre la SNCF et RFF de 1997.** La CGT disait, à l'époque, que séparer la roue du rail et créer une entité nouvelle (RFF) pour cacher une partie de la dette, n'était pas une solution pour améliorer le fonctionnement du système.

Les dysfonctionnements se sont multipliés ces dernières années avec des conséquences plus ou moins graves pour les usagers du rail et la population. **Le non apurement de la dette lors de la réforme de 1997 a conduit les deux entreprises, la SNCF et RFF, sur la pente dangereuse de la réduction des coûts.** Généralisant ainsi le recours à la sous traitance pour assurer notamment les travaux de maintenance et la régénération du réseau alors que la SNCF et son personnel ont toutes les compétences pour les assumer.

Une nouvelle réforme du système ferroviaire est nécessaire. **Mais une réforme qui permette une réelle réunification de la SNCF et de RFF au sein d'une même entreprise.**

Celle proposée par le Gouvernement qui consisterait à éclater le système ferroviaire en trois entreprises distinctes et autonomes, sans aucune cohérence économique, sociale et technique, va encore accentuer de telles aberrations **qui vont coûter des dizaines de millions d'euros alors que la direction de la SNCF supprime des milliers d'emplois,** sous prétexte d'économies nécessaires.

Si comme cela a existé pour le TGV, Alstom entreprise nationale travaillait en coopération avec tous les services de la SNCF alors unifiés, de telles situations ne se produiraient pas. Voilà la gabegie due à la concurrence libre et non faussée, au fait que le monde de la finance définisse les choix politiques.

**LA NVO EST EN CONSULTATION LIBRE
JUSQU'AU 15 JUIN**

Le site internet de la Nouvelle Vie Ouvrière (www.nvo.fr) est en consultation gratuite jusqu'au 15 juin 2014. Vous pouvez donc découvrir cet organe de presse interne à la CGT, qui propose reportages, outils pour les élus et mandatés et toute l'actualité militante de la CGT.

La NVO traverse actuellement une période difficile, entraînant des changements historiques dans sa parution : d'un exemplaire tous les 15 jours, **nous allons désormais en recevoir entre 8 et 12 par an.**

L'explication est simple, nous sommes près de 700.000 militants CGT, et il y a moins de 20.000 abonnés à notre revue ; **les caisses sont aujourd'hui vides...**

L'occasion est donc belle de feuilleter, sur le net, toutes les parutions de ces 5 dernières années. Ainsi, chacun pourra se faire son idée et le cas échéant, s'abonner et participer au "redressement" de notre presse.

Sans quoi le 51^{ème} congrès à venir pourrait sonner le glas de la NVO.



Formation syndicale

IL RESTE DES PLACES :

- ❑ Stage "**communiquer par l'écrit**" du 17 au 19 septembre 2014 à Clermont-Fd.
- ❑ Stage **Niveau 1** à Riom du 22 au 26 septembre à Riom
- ❑ Stage "**prise de notes**" du 29 au 30 septembre à Clermont-Fd
ce stage, suite à demande de militants, fait l'objet d'une préparation et d'une co-animation avec les CEMEA (Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active). Cette association d'éducation populaire va donc partager son savoir faire avec nous dans des conditions abordables ; ce n'est pas complètement gratuit pour autant.
Il est donc indispensable de remplir ce stage le plus vite possible. Il nous faut au minimum 10 inscrits ; 12, ce serait idéal.

Pour obtenir tous les documents nécessaires à l'inscription en stage, merci d'utiliser ce lien :

<http://www.cgt63.fr/joomla3/index.php/formation-syndicale/66-planning-formation>



Ensemble pour une CGT plus visible

Lors des dernières mobilisations, les cortèges ont été largement colorés de rouge et de jaune. C'est peu dire que l'organisation qui a le plus de forces vives et qui réussit à mobiliser reste la CGT.

La démocratie repose sur le respect de la légitimité de chacun ; c'est une de nos valeurs fondamentales. Nous pensons aussi que cette légitimité est liée à l'engagement de chaque organisation, aux forces qu'elle mobilise. Dans ce contexte, il n'est pas anormal que certains camarades soient choqués quand une organisation qui a nettement moins mobilisé que nous, parvient à accaparer la couverture médiatique. C'est ce qui s'est passé le 1er mai, avec la longue interview du dirigeant de FO. Pour autant, on ne peut pas reprocher à cette organisation de chercher à valoriser sa présence.

Nous assistons aussi, depuis peu, au dépoussiérage de drapeaux qu'on n'avait plus l'habitude de compter dans les cortèges ; des bleus, des oranges... Ne nous y trompons pas, l'année d'élections professionnelles (le 4 décembre dans l'ensemble de la Fonction Publique) que nous avons entamée est vitale pour les organisations syndicales et leur représentativité. Attendons nous donc à les revoir là où nous ne les attendrions pas.

Alors, c'est bien à nous de rester vigilants, pour que le public ait une juste représentation des forces en présence.

Cette responsabilité ne peut pas être assumée par les seul-e-s dirigeant-e-s de l'UD. Notre nombre peut nous

préservé de petites manoeuvres des uns ou des autres, à condition que chacune, chacun d'entre nous s'implique sur cet enjeu. Par exemple, en fin de manif, mieux vaudrait que les points les plus visibles (les marches de la Préfecture...) ne soient pas désertés par les drapeaux de la CGT ; ils y sont nécessaires jusqu'à la fin des prises de parole.

De même, quand des caméras sont en action, c'est à chacun de s'assurer que la CGT reste visible. Les médias ne sont pas toujours là ; mais quand ils sont là, nous devons en profiter pour afficher nos valeurs fortes de justice, de partage et d'égalité. Ces valeurs nous rassemblent et vont dans l'intérêt des salarié-e-s. Il ne s'agit pas d'une gueguerre stérile avec qui que ce soit, mais de porter ensemble notre démarche revendicative.

C'est donc sans complexe que nous devons hisser nos couleurs quand un objectif de caméra est présent. De même, les micros présents ne pourront pas filtrer nos slogans si nous sommes nombreux à les clamer.

Encore une fois, nous partageons toutes et tous cette responsabilité de visibilité.

Enfin, conscient-e-s depuis longtemps que nos arguments n'occupent pas une grande place dans les grandes rédactions, plus acquises à une autre idéologie... faisons en sorte de produire nous mêmes les expressions et supports de toute nature pour relayer nos informations !